



CTL exercice emplois 2021

2ème convocation

Liminaire

Madame la directrice,

« Certains agents ont un peu moins de travail en ce moment, parce que leurs missions sont ralenties ou parce que juste, ils ont le temps. Il y a des activités cycliques, les impôts ça se prélève à un moment donné »

A en croire la Ministre de la Transformation et de la Fonction Publique, la DGFIP serait en mode pilote automatique on appuie sur un bouton et hop, plus de travail pour les agents !

Dans quel monde vit-elle ? Dans le futur ? Nous en tous cas sommes dans le présent. Et le présent n'est pas celui qu'elle décrit.

Croyez-nous, les agents de la DDFIP Haute-Marne n'ont pas le temps pour autre chose que leurs missions.

Lors du comité technique local du 19 novembre, vous avez mis un point d'honneur à avancer, "quoi qu'il en coûte", sur la mise en place du Niveau Zéro de Proximité.

Notre organisation syndicale ne parvient toujours pas à comprendre le zèle que vous démontrez pour passer en force sur cette mauvaise réforme en pleine crise COVID.

Vous fermez quatre trésoreries rurales, condamnez l'antenne SIE de Langres et le SIE de Chaumont et redistribuer les missions foncières des SIP au SDIF alors même que la fusion CDI-CDIF faite en primeur en Haute-Marne en 2007 avait été tellement vantée comme étant une avancée du service public !

A la DDFIP Haute-Marne, comme à la DGFIP, la première vague du NRP a volé la vedette à la deuxième vague pandémique de coronavirus car force est de constater que l'état d'urgence n'est plus sanitaire.

Mais la première vague du NRP n'est qu'une étape dans les grands projets fantasmés par nos technocrates pro-business.

Après l'éclatement du réseau de la gestion publique par la scission des missions entre Conseillers aux Décideurs Locaux (CDL) et Services de Gestion comptable (SGC), la deuxième vague est annoncée dans la commande du rapport¹ sur la responsabilisation des gestionnaires publics, à obtenir en adoptant les pratiques du secteur privé.

Autre produit de CAP 22², la Mission France Recouvrement (MFR), créée en septembre 2019, n'a pas chômé malgré le confinement. Après la privatisation des encaissements en numéraire en septembre 2020, bradés à la Française des Jeux, aujourd'hui nous apprenons que la MFR propose

¹ [Rapport de juillet 2020 établi par Jean Bassères et Muriel Pacaud](#)

² Le [Comité Action Publique 2022 \(CAP 22\)](#) est un groupe composé de quarante personnalités mêlant économistes, cadres du secteur public et privé, élus, et chargé en octobre 2017 par le premier ministre Édouard Philippe de réfléchir à une réforme des missions de Service Public de l'État associée à une réduction des dépenses publiques.

un [questionnaire rémunéré](#) (20€ les 30 minutes) à plus de 8000 entreprises³ pour que le futur portail unique de recouvrement de la future agence privatisée URSSAF-Douane-DGFIP corresponde à leurs attentes !!!

De l'argent, il y en a plus qu'il n'en faut pour arroser les prestataires privés qui sont à la manœuvre pour s'approprier des pans entiers de missions publiques !

Quand le recouvrement sera privatisé, quand le PAS sera oublié et que l'IRPP pourra fusionner avec la CSG, quand la Taxe d'Habitation aura disparu avec la redevance audiovisuelle, avec la déclaration automatique, avec le paiement de proximité dans les tabacs, avec les nouvelles modalités de relance des défaillants, avec la couverture nationale de l'accueil téléphonique par les Centres de Contacts... que restera-t-il alors de nos SIP ?

Quant aux SIE, ils ne seront pas épargnés non plus par la deuxième vague du NRP, vidés de leur substance par la création de toutes sortes de centres spécialisés :

- *"pôle national de gestion des professionnels"*, à Pau (64) en 2021
- *"PNSR actions juridiques complexes du recouvrement forcé"*, expérimenté dans 8 directions en 2021
- *"service de gestion des quitus"*, prévu en janvier 2022 à Denain (59)
- *"guichet TVA commerce en ligne"* de Noyon (avril 2021)
- 10 *"centres de contacts des professionnels"* entre 2021 et 2024
- 17 *centres de travail à distance hors du département exportateur*⁴ en 2022-24

Après avoir longtemps appliqué la vieille technique du siphonnage aux trésoreries, la DGFIP veut désormais poursuivre avec les SIE.

La conclusion s'impose : OUI, le NRP est le variant du virus qui sévit à la DGFIP, il fait des ravages et il se caractérise par une perte de goût... du travail !

Chez nous aussi, une troisième vague arrive en janvier.

C'est la vague des suppressions d'emplois qui vient achever le carnage et démotiver les collègues. Désormais, au TAGERFIP, nous ne serons plus que 245 agents .

Parallèlement, pour exécuter les missions, vous recrutez des contractuels, des volontaires du service civique, des apprentis, des stagiaires, Le Ministère des Finances n'est décidément plus ce qu'il était.

2021, triste dixième anniversaire de la création de la DDFIP Haute-Marne où l'effectif était encore de 340 agents !!!

En 10 ans, c'est donc un tiers de nos effectifs qui a fondu tandis que d'incessantes réformes se succédaient.

Après une année de crise comme le fut 2020, dans le monde professionnel sans pitié que vous nous promettez, la coupure est désormais béante entre les collègues, la direction et notre administration.

C'est l'occasion de reprendre les propos du premier Directeur Départemental des Finances Publiques de l'Oise Jean Paraf récemment disparu le 24 décembre dernier, qui fut également Trésorier Payeur Général de la Haute-Marne, et qui disait lors de sa prise de fonction que l'*« organisation départementale reste et demeurera profondément ancrée autant dans le secteur rural que dans le tissu urbain. Les trésoreries, le réseau des SIP ou des SIE, représentent dans ce département un maillage territorial dense et indispensable : pour le public, pour les collectivités locales, pour les entreprises et l'ensemble de nos partenaires. »*

3 *"Dans le cadre d'amélioration des services publics à destination des Travailleurs Indépendants, les URSSAF, les Impôts et les Douanes mènent une réflexion visant à simplifier vos démarches administratives en lien avec vos déclarations et paiements fiscaux, sociaux et douaniers. C'est pourquoi nous vous proposons de participer à un entretien d'environ 30 minutes à distance début janvier, pour mieux comprendre votre ressenti par rapport à ces démarches administratives actuellement, et la manière dont elles pourraient être améliorées et simplifiées." [...]*
"Pour vous remercier de votre participation, un dédommagement vous sera remis à l'issue de cet entretien (carte cadeau multi-enseignes de 20€)."

4 *Leur activité s'exercera pour un ou plusieurs SIE de départements dont le chef-lieu est une métropole. Le nombre d'agents sera de 25 au minimum... Les missions pourront concerner la gestion des AVISIR, gestion des locaux, relance des défaillants (déclarations ou paiement), remboursement de crédits TVA, impositions d'office, contentieux CFE/IFER et certains travaux Médoc Web. Elles pourront dans l'avenir être étendues à d'autres travaux.*

Alors madame la Directrice, vous trouverez certainement que nous nous répétons, mais devant la surdité dont fait preuve la Direction Générale, il est de notre devoir de répéter inlassablement et encore notre incompréhension et notre colère.

Nous vous alertons solennellement sur les conséquences sociales de ces funestes réformes.

Pensez-vous sincèrement qu'éloigner l'usager du service public, a fortiori dans des territoires où plus rien d'autre ne subsiste qu'un profond sentiment de déclassement et d'isolement soit une marque de sagesse de la part de l'État ?

Celui-ci n'a-t-il pas vu la colère qui sourd au sein de la société ? N'a-t-il vraiment rien compris aux différents mouvements sociaux d'ampleur depuis l'automne 2018 ?

Ou est-il simplement aveugle et stupide en pensant que toute colère s'est évaporée après cette année si particulière ?

Vous ne pourrez pas dire que vous ne saviez pas...

Car force est de constater, suite à nos récentes visites dans tous les services du département, que les agents des finances publiques sont désabusés, inquiets, car ils sont pour la plupart contraints de changer de métier, de missions et même de s'éloigner de leur centre d'intérêts familiaux.

Ils voient disparaître les derniers bastions des services publics de proximité en Haute-Marne mais ils sont encore prêts à partir au combat pour conserver leurs emplois, leurs missions et également pour que les citoyens haut marnais bénéficient bien plus que d'ersatz de service public dans les Établissements France Service qui serait LA solution miracle.

Vous l'aurez compris, nous ne sommes pas résignés, loin de là.

**Bien au contraire, soyez sûr que les représentants FO resteront combattifs
et toujours au côté des agents.**

**FO DGFIP Haute-Marne n'a pas confiné ses revendications
et continuera de défendre les intérêts des personnels
et un service public de proximité et de qualité.**



2021

**UNE PAGE SE TOURNE,
ENSEMBLE
ÉCRIVONS LA SUITE !**